

L'EXPRESS

WWW.LEXPRESS.FR

- Comment il tient la ville
- Droite : pourquoi tant de haine ?
- Impôts, logement, circulation, Baltard : tient-il ses promesses ?

NOGENT

Le système Martin

AVEC



STÉPHANE LAGOUTTE/M.Y.O.P. POUR L'EXPRESS

Mais où va Nicolas Sarkozy ?

Guérilla sans mer

Depuis dix ans qu'il est maire de Nogent-sur-Marne, Jacques JP Martin n'a jamais connu la sérénité. Les haines et les rivalités, au sein de la droite locale, lui gâchent la fête.

HÉLÈNE CONSTANTY

Le 1^{er} avril 2010, l'élu d'opposition Michel Gilles publie sur son blog un billet retentissant, intitulé « Le bouclier fiscal à Nogent ». Il y affirme que 128 contribuables nogentais bénéficient du dispositif, parmi lesquels... 14 conseillers municipaux ! Ni une ni deux, le maire rédige immédiatement une lettre au préfet, lui demandant de diligenter une enquête sur ce haut fonctionnaire, coupable à ses yeux d'un grave manquement au devoir de réserve. Un seul détail a échappé au premier édile : la date de publication du billet... et le petit poisson qui l'illustrait !

« On n'est pas là pour faire du bénéfice !

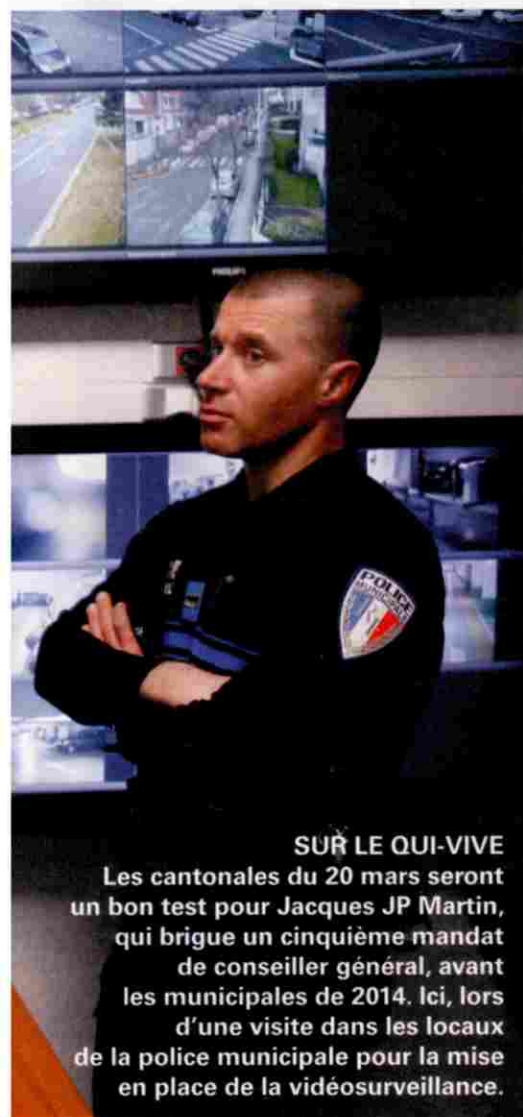
S'il a eu un jour le sens de l'humour, Jacques JP Martin l'a perdu depuis son élection en 2001 à la tête de cette sous-préfecture de 31 000 habitants. La faute à une vie politique locale pour le moins agitée dans ce fief de la droite val-de-marnaise ! Longtemps, une bienheureuse torpeur bourgeoise régna sur la ville, tenue d'une main de fer pendant trente-six ans par le gaulliste Roland Nungesser. Le conseiller municipal Jacques Martin, vaillant militant du RPR (il a depuis rajouté Jean-Paul à son nom pour ne plus être confondu avec le présentateur de *L'Ecole des fans*), attendait tranquillement son heure, persuadé d'être le

dauphin du maire... Lorsqu'une jeune femme, Estelle Debaecker, réussit, à la surprise générale, à détrôner Nungesser lors des municipales de 1995. Depuis, rien ne va plus. La droite locale s'étripe. Jacques JP Martin, qui a réussi à battre Estelle Debaecker en 2001 et à être réélu en 2008, n'a toujours pas recouvré sa sérénité. Le front soucieux, au-dessus de ses lunettes à branches épaisses, le sourire un peu pincé, il semble en permanence aux aguets, guettant le prochain mauvais coup.

Une seule certitude : il ne viendra pas de la gauche. Aux municipales de 2008, la liste du socialiste William Geib n'a récolté que 20,20 % des voix. « Le PS, allié aux écologistes, a obtenu nettement mieux aux régionales de 2010 (46,12 %), mais nous avons bénéficié d'une forte abstention des électeurs de droite », reconnaît, lucide, William Geib. « Jacques JP Martin sait que la menace ne peut surgir que de son propre camp », renchérit Christian Favier, président (PC) du conseil général du Val-de-Marne.



ci à Nogent



SUR LE QUI-VIVE

Les cantonales du 20 mars seront un bon test pour Jacques JP Martin, qui brigue un cinquième mandat de conseiller général, avant les municipales de 2014. Ici, lors d'une visite dans les locaux de la police municipale pour la mise en place de la vidéosurveillance.

BIO SON PARCOURS

1942 Naissance le 23 novembre à Alger. Etudes secondaires au lycée Edouard-Branly, à Nogent-sur-Marne.
1967 Diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité (Supélec).
1967 Ingénieur au bureau d'études de Kodak Pathé.
1965 Adhère à l'Union pour la nouvelle République (UNR) et participe à la fondation du mouvement des jeunes gaullistes, l'Union des jeunes pour le progrès (UJP).
1971 Elu conseiller municipal à Saint-Maur-des-Fossés.
1977 Secrétaire départemental du RPR.
1986 Membre du comité central du RPR.
1988 Elu conseiller général du Val-de-Marne (réélu en 1992, 1998, 2004).
1989 Elu conseiller municipal de Nogent-sur-Marne.
1996 Directeur export du groupe de BTP Union travaux.
2001 Elu maire (UMP) de Nogent-sur-Marne. Réélu en 2008.
2004 Président du groupe majorité présidentielle au conseil général.
2009 Président de la communauté d'agglomération de la vallée de la Marne.
2010 Elu président du syndicat Paris Métropole.

« Il y a des gens qui veulent reprendre sur le tapis vert ce qu'ont décidé les électeurs », lance le premier édile. Las, dès qu'il réussit à « abattre » un rival – l'expression revient souvent dans sa bouche – un autre apparaît. L'ancienne maire UDF Estelle Debaecker, qui a combattu Martin durant son premier mandat, faisant annuler trois budgets successifs, a fini par rendre les armes et rallier l'UMP. Pour prix de sa docilité, elle vient d'obtenir un siège de conseiller à la communauté d'agglomération de la vallée de la Marne.

Jusqu'à ces derniers mois, elle avait pourtant espoir de reprendre son écharpe. En septembre 2008, le tribunal administratif avait en effet déclaré le maire actuel inéligible, au motif qu'il avait utilisé comme local de campagne une boutique appartenant à la société d'économie mixte de la ville. Une décision finalement rejetée par le Conseil d'Etat, en avril 2010, qui a conforté Jacques JP Martin dans son siège.

Une autre femme continue de causer du souci au maire : Marie-Anne >>>

VU PAR...

PIERRE MANSAT

Adjoint (ex-PC) au maire de Paris, chargé de Paris Métropole

« Jacques JP Martin a été le premier maire UMP à s'engager, dès 2004, en faveur de la création du syndicat Paris Métropole, qui regroupe aujourd'hui 180 élus de l'agglomération parisienne, de tous bords politiques. C'est un élu traditionnel, au bon sens du terme, très lié à sa population. Il est respectueux des opinions des autres, ce qui fait de lui un bon président pour Paris Métropole. »

ANNIE LAHMER

Candidate aux cantonales (Europe Ecologie-Les Verts)



« Le but de Jacques JP Martin est de transformer Nogent en Neuilly de l'Est parisien. En appliquant les méthodes sécuritaires prônées par son ami Brice Hortefeux, comme l'achat de flashballs pour équiper

la police municipale et en faisant en sorte qu'il y ait de moins en moins de logements sociaux. Cela dit, je ne regrette pas Estelle Debaecker, qui se comportait en despote au sein du conseil municipal. »

CHRISTIAN CAMBON

Sénateur (UMP) du Val-de-Marne

« Jacques JP Martin est un homme de conviction. Il est accrocheur, voire teigneux. Certains de nos amis de l'UMP du Val-de-Marne, que je préside, n'ont pas aimé ses prises de position en faveur d'Orbival, puis de Paris Métropole. Mais il est volontariste et a fini par emporter l'adhésion. Nous lui sommes reconnaissants de présider le groupe d'opposition au conseil général, où il fait un travail de fond. »



ESTELLE DEBAECKER

**Ancienne
maire de
Nogent (UMP)**

« Je me suis
beaucoup opposée à Jacques JP
Martin, qui m'a

considérée comme une usurpatrice lorsque j'ai été élue maire en 1995, détrônant Roland Nungesser. Il ne m'a rien épargné... Moi non plus ! Il a tendance à dire oui à tout le monde : un logement par-ci, une subvention par-là. Mais c'est un fin politique. Aujourd'hui, j'ai compris que les recours ne servaient à rien. Il ne m'attaque plus, et moi, je ne m'oppose plus. »

CHRISTIAN FAVIER

**Président du conseil général (PC)
du Val-de-Marne**

« J'ai beaucoup de plaisir à travailler avec Jacques JP Martin au conseil général depuis 1994. Bien sûr, il s'oppose sur certains sujets, en tant que président du groupe de la majorité présidentielle. En 2009, il a même attaqué devant le tribunal administratif notre campagne de protestation contre la réforme des collectivités territoriales. Mais, sur les questions d'intérêt général, c'est un homme de dialogue. »



GILLES CARREZ
**Député maire
(UMP)
du Perreux**

« Nous nous
sommes connus
au conseil général du Val-de-
Marne, il y a plus

de vingt ans. J'ai beaucoup soutenu Jacques JP Martin lorsqu'il s'est présenté à Nogent en 2001, sous les couleurs du RPR : une campagne difficile, dans une triangulaire avec l'UDF et la gauche, qu'il a remportée de haute lutte. Depuis 2000, nos deux communes forment une même communauté d'agglomération, dans laquelle règne un bon état d'esprit, basé sur la confiance mutuelle. »

>>> Montchamp (voir aussi page VI). Surgie de nulle part en 2001, celle que les Nogentais surnomment « MAM », comme la ministre des Affaires étrangères, a mené une carrière éclair, à la fois à Nogent et sur le plan national, grâce à ses origines corréziennes et à un sens de la manœuvre politique très aiguisé. « Le RPR du Val-de-Marne, qui avait besoin de femmes, la fortement poussée », précise le député maire du Perreux, Gilles Carrez. Jacques JP Martin la choisit donc comme première adjointe en 2001 et, dès l'année suivante, Jacques Chirac, ami du père de la MAM nogentaise, lui accorde l'investiture aux législatives. « La suite a été décevante », résume sobrement Carrez. Dès 2004, Montchamp lâche Martin, en démissionnant avec fracas du conseil municipal, avant d'entrer au gouvernement Raffarin comme secrétaire d'Etat aux personnes handicapées. Aux municipales de 2008, elle défie son ancien mentor, en présentant sa propre liste. Sans succès. « Elle a été battue lamentablement », savoure le maire. En novembre 2010, en récompense de son abandon de Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy l'a de nouveau fait entrer au gouvernement, comme secrétaire d'Etat aux Solidarités. De quoi faire enrager Jacques JP Martin, dont la carrière politique n'a jamais dépassé les frontières du 9-4 ! Sa présidence de Paris Métropole, de ce point de vue, ne représente qu'un pis-aller...

Le maire dépense beaucoup d'énergie pour couper l'herbe sous le pied de cette ambitieuse rivale. En 2009, il a obtenu de son ami Alain Marleix, grand maître du redécoupage électoral à l'UMP et au gouvernement, que la circonscription de Montchamp soit purement et simplement supprimée lors du prochain scrutin législatif de 2012 ! Et, en novembre 2010, son autre allié Christian Cambon, sénateur et président de l'UMP du Val-de-Marne, s'est fendu d'une lettre précisant que le président de la République s'était engagé, « à titre personnel », à ce que Marie-Anne Montchamp ne soit pas candidate aux sénatoriales de 2011.

Au milieu de ce champ de bataille, reste-t-il un peu de temps à Jacques JP Martin

pour s'occuper des affaires communales ? « Le maire est très présent. Nous sommes là pour rendre des services à la population », répond Jacques Francou, son directeur général des services, qui revendique une « gestion familiale », teintée de paternalisme. « Une commune ne se dirige pas comme une entreprise, contrairement à ce que pensait Mme Debaecker, précise Francou. Depuis 2001, nous avons augmenté les effectifs, repris en régie des activités sportives et bientôt le conservatoire, aidé les associations... On n'est pas là pour faire du bénéfice ! Et si certains agents ne font pas grand-chose, eh bien j'assume : on joue notre rôle social, comme un village avec son garde champêtre à la jambe de bois. »

**La communication plutôt
que l'information**

« Le maire a le goût de l'action concrète. Il s'investit à fond », confirme sa fidèle directrice de la communication, Monique Falempin, qui se charge de le faire savoir. A *Nogent Magazine* (un mensuel de 60 pages sur papier glacé) sont venus récemment s'ajouter *Nogent Sport* et *Nogent Culture* (huit pages en grand format). Jacques JP Martin, visiblement, pré-

fère communiquer plutôt qu'informer. Il a longuement hésité avant de recevoir L'Express et dégage sa plume dès qu'un journaliste ose critiquer son action. La première fois que les fondateurs de Nogent-Citoyen, un blog d'information locale lancé lors des

municipales de 2008, ont mis en ligne l'enregistrement audio d'un conseil municipal, ils ont reçu un courriel furieux du maire. Dernier exemple en date : fin janvier, Martin a envoyé un droit de réponse cinglant au site d'information Rue89, qui avait critiqué sa gestion des HLM municipaux (voir page VII).

L'élection cantonale du 20 mars explique en partie sa nervosité. Le canton étant calqué sur la commune, ce scrutin aura valeur de test de la popularité de Jacques JP Martin, qui brigue un cinquième mandat de conseiller général... Et de galop d'essai avant les municipales de 2014.

● HÉLÈNE CONSTANTY

**DÈS QU'IL RÉUSSIT
À « ABATTRE »
UN RIVAL, UN AUTRE
APPARAÎT**

Sa garde rapprochée



JACQUES FRANCOU

Le grand manitou

Le tapis usé jusqu'à la corde qui recouvre le parquet de son bureau sombre, au premier étage de la mairie, trahit l'ancienneté de Jacques Francou, 58 ans, au service de l'administration communale. « Je suis arrivé en 1988, comme secrétaire général adjoint de Roland Nungesser », précise cet autodidacte à la veste chiffonnée. « Viré » par Estelle Debaecker en 1997, il est revenu avec Jacques JP Martin, qu'il a aidé à conquérir la mairie en 2001. « Ce n'est pas bon qu'un directeur général des services se mêle de politique », critique l'ancienne élue écologiste Annie Lahmer. Mais Jacques JP Martin a choisi de se passer d'un directeur de cabinet, à qui échoit d'habitude ce rôle. C'est donc le fidèle Francou qui fait office de « grand manitou ». Apprécié du personnel municipal, le DGS gère la maison à l'ancienne, avec une bonne dose de paternalisme. ■



JEAN-RENÉ FONTAINE

L'urbaniste

Elu en 1995 sur la liste d'Estelle Debaecker, il lui a faussé compagnie dès le lendemain de l'élection pour rejoindre le camp de Jacques JP Martin. Et ne l'a jamais quitté depuis... Troisième adjoint (UMP) chargé de l'urbanisme et président de la Saiem (la société d'économie mixte locale), cet énarque, ancien haut fonctionnaire du ministère des Finances, est un pilier de la majorité municipale. Comme le prouve le grand bureau d'angle - cheminée de marbre et murs vert pâle ornés de moulures dorées - qu'il occupe au rez-de-chaussée du pavillon des élus. Au mur, une carte géante du plan d'occupation des sols de Nogent indique clairement son domaine d'expertise. Jean-René Fontaine, 70 ans, sûr de son intelligence et fier de son pedigree d'ancien directeur des impôts, manque de la rondeur qui sied à un véritable dirigeant politique. Il n'a, il est vrai, jamais eu la prétention de prendre la place du maire. Jacques JP Martin peut donc lui faire confiance : ce n'est pas son troisième adjoint qui viendra lui mordre la main. ■



JEAN-JACQUES PASTERNAK

Le porte-serviette

Promu premier adjoint, le 27 janvier, à la suite du décès du titulaire du poste, l'ancien président du Judo karaté club de Nogent n'est pas non plus homme à faire de l'ombre au maire. « Je n'ai aucune autre ambition que celle de servir les Nogentais », dit Jean-Jacques Pasternak, 61 ans, ancien patron d'une petite fabrique d'ouvrages de dames. « C'est un nounours », confirme le socialiste William Geib. En 2001, cette ceinture marron de judo, joues rondes et épaules larges, a aidé Jacques JP Martin à faire le plein des voix chez les sportifs nogentais, qui s'étaient sentis délaissés par Estelle Debaecker. Il s'est démené pour créer un nouveau dojo, inauguré par le champion olympique David Douillet en octobre dernier. En dix ans, lentement mais sûrement, il a gravi les échelons au sein du conseil municipal, acceptant avec gratitude les tâches que le maire a bien voulu lui confier : sports et associations en 2004, voirie en 2008, et désormais environnement. Un parfait second. ■



STÉPHANE HIRT

Le soldat

Costume bleu marine et cheveux ras : comme son ami Sébastien Eychenne, promu adjoint chargé de la sécurité, le 27 janvier dernier, Stéphane Hirt, onzième adjoint, incarne la jeune garde UMP du maire. Celui-ci a confié à cet informaticien de 37 ans, élu en 2008, la charge des conseils de quartier et de la démocratie locale. C'est la natation qui a servi de tremplin à ce militant UMP : président du club local de 1995 à 2000, il a ensuite rendu service à Jacques JP Martin, en 2004, en s'occupant du club nautique et du port de plaisance, pour assurer la transition entre une gestion associative et une délégation de service public. En conseil municipal comme dans les conseils de quartier, il monte souvent au créneau contre les ennemis du maire et relaie ses messages. « Je ne suis pas en service commandé », rétorque-t-il. Il sait jouer les bons petits soldats, en tout cas. ■

Ses adversaires de droite

Depuis 1995, la droite s'échauffe dans une succession de coups, de trahisons et d'attaques. Un vrai panier de crabes. Portraits des trois principaux agitateurs.

Marie-Anne Montchamp

L'ambitieuse

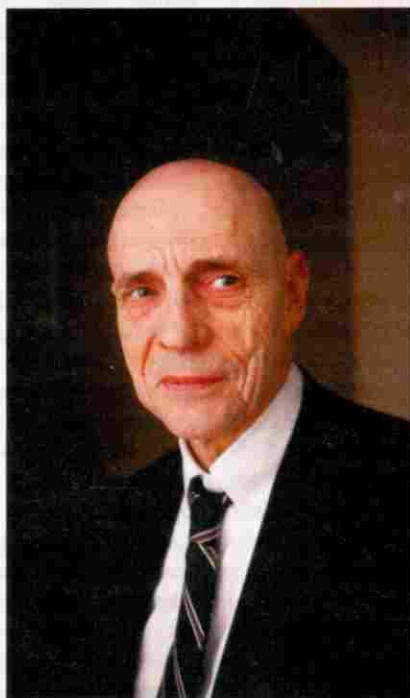


Le cauchemar du maire, c'est elle. A 53 ans, cette ancienne première adjointe de Jacques JP Martin ne met pourtant plus guère les pieds à la Scène Watteau, les soirs de conseils municipaux. Sa nomination surprise, en novembre 2010, comme secrétaire d'Etat aux Solidarités auprès de Roselyne Bachelot, a ravivé les rancœurs de Jacques JP Martin à son égard : « Elle m'a planté, alors que j'ai tant fait pour elle. » Au ministère, avenue de Ségur, Marie-Anne Montchamp était solidement épaulée, jusqu'à ces derniers jours, par deux Nogentais très impliqués dans la vie politique locale. Christine Tasse, son chef de cabinet, est une ancienne élue, qui a fait campagne avec Nungesser en 1995 et avec Martin en 2001. Son directeur de cabinet n'était autre que Michel Gilles, chef de file de l'opposition de droite au conseil municipal ! Elle a dû lui demander de quitter sa fonction, lorsqu'il a présenté, le 22 février, sa candidature aux cantonales.

Michel Gilles

Le pince-sans-rire

Crâne chauve et démarche de grand échalas, l'énarque Michel Gilles, 59 ans, cache un humour décapant derrière son sérieux d'homme de dossiers, comme en témoignent les petits dessins qui illustrent son blog. Avant de faire la connaissance de Marie-Anne Montchamp, en 2004 (en tant que responsable des affaires budgétaires au cabinet de la secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées), il n'avait jamais fait de politique. Elu sur la liste de sa patronne aux municipales de 2008, il y a visiblement pris goût depuis, devenant l'adversaire le plus acharné de Jacques JP Martin. Au point de lâcher la proie pour l'ombre : son poste au ministère contre sa candidature aux cantonales. Son arme favorite ? Le recours devant le tribunal administratif : contre un bail emphytéotique des HLM municipaux à l'office départemental, contre le projet immobilier du RER A (voir page VIII)... Il multiplie les lettres au maire, au préfet, au commissaire enquêteur. Une guérilla sans répit.



Marc Arazi

Le nouveau trublion

Pour qui roule Marc Arazi... à part lui-même ? Lorsqu'il s'est installé, en 2000, dans une coquette villa du coteau de Nogent, Marc Arazi, alors âgé de 40 ans, venait de faire fortune en revendant à BNP Paribas sa société, Médiforce, fondée à la fin de ses études de médecine. Ce jeune rentier au menton volontaire et aux yeux bleus perçants a commencé par prendre le contrôle de l'Association du coteau de Nogent. Puis il a présenté une liste aux municipales de 2008, axée sur la préservation du cadre de vie. Une percée réussie. « Le soir du premier tour, nous étions tout à coup les gens les plus importants de la ville, courtisés par tous »,



raconte-t-il. Arazi fait alors alliance avec Martin. « C'est grâce à nous que Martin a réalisé un bien meilleur score en 2008 qu'en 2001 », veut-il croire.

« J'ai eu la faiblesse de passer un accord avec lui entre les deux tours », regrette aujourd'hui le maire. Car, aussitôt élu, le nouveau conseiller municipal crée un blog et lance sa propre lettre, quatre pages imprimées en couleurs, diffusée à 12 000 exemplaires tous les deux mois, dans laquelle il s'exprime notamment contre le projet de centre d'affaires Nogent-Baltard. C'en est trop pour Jacques JP Martin, qui, excédé, l'exclut de la majorité municipale en janvier 2010. « Il ne peut pas voter contre le projet le plus important de la mandature et prétendre rester dans la majorité », tonne le maire. La candidature de Marc Arazi aux cantonales de mars 2011 devrait encore jeter de l'huile sur le feu. ●

Que sont **ses promesses** devenues ?

Pendant sa campagne, le maire avait pris de nombreux engagements. Certains devraient être tenus, d'autres oubliés...



DEMI-TEINTE Si les travaux de décontamination de l'ancienne école Marie-Curie ont commencé en 2010, les cyclistes ne sont pas autorisés à circuler à contre sens, et le programme de réhabilitation des HLM n'a pas été appliqué aux 260 appartements de la cité HBM.

TENUE

LA FISCALITÉ STABILISÉE

Ce qu'il a dit : « Je m'engage à ne pas augmenter les impôts » (Nogent-citoyen.com, janvier 2008).

Ce qu'il a fait : La controverse sur les impôts avait « pourri » le premier mandat du maire. Une hausse brutale de la taxe d'habitation (+ 27 %), annoncée en 2004, au lendemain de l'élection cantonale, avait provoqué un tollé dans sa propre majorité et le départ de sa première adjointe, Marie-Anne Montchamp. Depuis, les opposants sont restés ultravigilants sur ce sujet et l'Association des contribuables nogentais, fondée en 2006, continue de veiller au grain. Pendant sa campagne 2008, Jacques JP Martin s'y est donc engagé : les impôts n'augmenteront pas ! Promesse tenue... pour l'instant. Sur le site Internet de la ville, le maire se félicite que Nogent ait obtenu deux étoiles pour sa gestion financière, dans le classement de janvier 2011 du magazine *Challenges*. Les sceptiques, eux, attendent avec intérêt le lendemain des cantonales.

TENUE

L'ANCIENNE ÉCOLE MARIE-CURIE DÉCONTAMINÉE

Ce qu'il a dit : « La décontamination de ce site est inscrite comme action prioritaire » (programme électoral 2008).

Ce qu'il a fait : Enfin ! Les travaux de décontamination ont commencé fin 2010 dans l'ancienne école Marie-Curie, construite dans les années 1960 à l'emplacement d'une usine d'extraction du radium à partir de l'ura-

nium, désaffectée depuis 1998 pour cause de radioactivité. Les Nogentais ont gardé en mémoire le combat des parents d'élèves. Un sujet toujours très sensible. Pour financer ce chantier de 2,5 millions, le maire a obtenu 1 million d'euros de dotation de l'Etat, dans le cadre du plan de relance. Un nouveau centre sportif devrait être construit sur le site après sa décontamination, dont l'achèvement est prévu fin 2011.

A MOITIÉ TENUE

RÉNOVER LES LOGEMENTS SOCIAUX

Ce qu'il a dit : « Je vais poursuivre le programme de réhabilitation des logements de l'OPHLM » (programme électoral 2008).

Ce qu'il a fait : Au cours de son premier mandat, Jacques JP Martin a rénové 310 logements sociaux. Mais, depuis, il a calé. Il y en avait encore 260 à remettre en état dans la cité HBM de briques rouges : un morceau visiblement trop gros à avaler ! « Il aurait encore fallu déboursier 10 millions d'euros de travaux, explique le maire. Nous avons préféré transférer notre parc HLM à Valophis Habitat, l'office HLM du département. » Dès le printemps 2009, Nogent a en effet signé un bail emphytéotique (90 ans) avec ce gros gestionnaire, qui s'engage en contrepartie à réaliser les rénovations nécessaires et à construire 48 logements. L'opposant Michel Gilles, qui a fait signer une pétition à 200 habi-

tants, dénonce un bradage. Il a déposé un recours au tribunal administratif : « Notre parc de 1 055 logements a été cédé pour 16 millions d'euros, alors que les domaines l'avaient évalué à 66 millions. Pourquoi Jacques JP Martin fait-il un cadeau de 40 millions au département ? » Ce à quoi le maire répond : « J'aurais pu vendre à un opérateur privé. J'ai préféré Valophis, afin de pouvoir veiller à ce que les travaux soient bien effectués. »

NON TENUE

DÉVELOPPER LES CIRCULATIONS DOUCES

Ce qu'il a dit : « Il faut faire évoluer les comportements au volant et développer les circulations douces » (programme électoral 2008).

Ce qu'il a fait : Depuis 2006, la circulation est limitée à 30 kilomètres-heure dans les rues de Nogent, à l'exception des grands axes. Pourquoi avoir réitéré cette promesse en 2008 ? Un copier-coller d'autant plus malvenu que, de précurseur, Jacques JP Martin est devenu rétrograde. En juin 2010, il a pris un arrêté interdisant, dans toute la ville, la circulation à contresens des vélos. Un arrêté aussitôt attaqué par l'écologiste Annie Lahmer : « Il est en contradiction avec une mesure gouvernementale qui autorise justement les cyclistes à rouler dans les deux sens dans les zones 30. » Aujourd'hui, le maire se dit prêt à négocier, rue par rue. ● H. C.

A qui profite le centre d'affaires Nogent Baltard ?

Le projet phare de la mandature met Nogent en émoi.

D'accord pour rénover l'entrée de la ville, mais comment ? Et pour qui ?

Ce parking aérien est affreux, tout le monde s'accorde là-dessus. Une vraie verrue à l'entrée de la ville, côté bois de Vincennes, en bordure de la place du Général-Leclerc, le plus gros carrefour routier de Nogent. Héritage de l'urbanisme automobile des années 1970, cette structure en béton sale – 325 places sur quatre niveaux – devrait être démolie pour faire place au projet « le plus important de la mandature », affirme le maire.

D'ici à la fin de 2013, tout ce secteur devrait être transformé par la réalisation du centre d'affaires Nogent Baltard. Cet ensemble abritera le siège d'Eiffage travaux publics, filiale d'un des plus grands groupes de construction français, qui prévoit d'y installer 400 salariés, mais aussi une résidence hôtelière de 130 chambres, des logements, des commerces et un nouveau parking souterrain.

« C'était trop beau pour être vrai »

Lancé quelques mois avant la réélection de Jacques JP Martin, en septembre 2007, le programme semblait bien parti. Le maire explique alors que des logements sociaux et une médiathèque seront réalisés, ainsi qu'un accès attrayant au pavillon Baltard, la fameuse structure métallique récupérée à Paris lors de la destruction des Halles. Un appel à projet est lancé, et un jury de sélection examine les offres en juin 2008. Première surprise : seules trois des dix entreprises sollicitées (Vinci, Sogeprom et Eiffage) envoient une proposition, dont deux complètement à côté de la plaque. Une seule, celle d'Eiffage, colle exactement aux souhaits du maire, qui a fait ses calculs : « En installant son siège à Nogent, cette entreprise deviendra le premier contributeur au budget communal. » Le jury, séduit, vote pour Eiffage, à l'exception du socialiste William Geib, qui s'abstient : « C'était trop beau pour être vrai. J'ai eu l'impression d'un choix télévisé. »



COMPLEXE De nombreux points diffèrent entre le document soumis à l'enquête publique et celui présenté initialement par le maire. Ici, le projet vu de la gare routière.

Plaquettes de présentation, jolies maquettes, vidéos : en mai 2010, un large débat public passionne les Nogentais. « Nous avons organisé quatre-vingts heures de débat. Qu'on ne vienne pas me dire qu'on n'a pas consulté la population ! » s'exclame Jacques JP Martin. Mais, en épluchant le dossier, certains se rendent compte que le document soumis à l'enquête publique diffère sensiblement de celui présenté initialement par le maire. Sa surface, d'abord : 33 580 mètres carrés au lieu des 28 780 mètres carrés annoncés. Son périmètre, ensuite : le projet englobe désormais la place Sémard, de l'autre côté de la N 34, où se trouve une petite gare désaffectée, vouée à la destruction au profit d'un immeuble de 19 mètres de hauteur pour la RATP. Les Nogentais s'indignent : pas question de démolir ce vestige de la ligne qui reliait

la Bastille aux bords de Marne, à l'époque du p'tit vin blanc qu'on buvait sous les tonnelles ! « La médiathèque, qui devait être construite au-dessus de la gare des autobus, ainsi que les logements sociaux sont aussi passés à la trappe, déplore William Geib. Bienvenue à Eiffageland ! »

Les conditions financières, enfin, apparaissent beaucoup moins favorables que prévu pour la commune. « L'immeuble étant construit au-dessus de la voie de RER, Eiffage aurait soudain découvert que sa construction serait plus complexe que prévu et qu'il lui fallait

davantage de mètres carrés pour rentrer dans ses frais. De qui se moque-t-on ? » s'indigne l'élue d'opposition de droite Michel Gilles, qui a déposé un recours contre le projet, signé par plusieurs élus de différentes couleurs politiques. Les Nogentais n'ont pas fini d'entendre parler du projet phare du maire... ● H. C.

"QU'ON NE VIENNE PAS ME DIRE QU'ON N'A PAS CONSULTÉ LA POPULATION"